

Service Protection de l'Environnement et de la Nature - IAA
15 avenue de Cucillé
CS 90 000
35919 RENNES

RENNES, le 30/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/11/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TENDRIADE

ZAC DE LA GOULGATIERE
22 A RUE JOLIOT CURIE
35220 Châteaubourg

Références : 2023-03891
Code AIOT : 0053500596

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/11/2023 dans l'établissement TENDRIADE implanté ZAC DE LA GOULGATIERE 22A RUE JOLIOT CURIE 35220 Châteaubourg. L'inspection a été annoncée le 09/11/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a lieu dans le cadre de la programmation pluriannuelle de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement sous le régime de l'Autorisation (IED).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TENDRIADE
- ZAC DE LA GOULGATIERE 22A RUE JOLIOT CURIE 35220 Châteaubourg
- Code AIOT : 0053500596
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société TENDRIADE, située 22A rue Joliot Curie à CHATEAUBOURG (35220), exploite un abattoir de veaux ainsi qu'une activité de découpe et de transformation de viandes. Elle est autorisée par l'arrêté préfectoral n°38598 du 14 décembre 2009 modifié au titre de la rubrique IED principale 3641 (*exploitation d'abattoir*) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Elle est également soumise à la rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE (*installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle*), sous le régime de l'Enregistrement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Rubrique 2921 – risque Légionelles des Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR)
- Plan d'épandage - surveillance des sols
- Consommations d'eau - mesures d'économies

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Classement à la rubrique 2921 - Enregistrement	Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 1.2.1
2	Analyse méthodique des risques de prolifération des légionelles	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a)
4	Consignes d'exploitation des TAR - Procédure d'arrêt immédiat	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c)
5	Consignes d'exploitation des TAR en cas d'arrêt immédiat impossible	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.g)
6	Consignes d'exploitation des TAR - Carnet de suivi	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
13	Plan d'épandage - Surveillance des sols	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 - II.4

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
3	Surveillance des TAR - Modalités de prélèvements	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b)
7	Risque Légionelles - Protection des personnels	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI
8	Fiches de données de sécurité des produits de traitement	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
9	Conditions d'utilisation des produits de traitement	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
10	Conditions de stockage des produits de traitement - FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
11	Prévention des pollutions accidentelles - Rétenctions	Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 7.6.3
12	Actions en cas de résultats non conformes - Flore interférente	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3
14	Préservation et gestion de la ressource en eau en période de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 6.2

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater quelques non-conformités dans le suivi de fonctionnement des Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR) du site et dans la gestion du risque Légionelles. Les actions prioritaires issues de l'Analyse Méthodique des Risques (AMR) ne sont pas toujours mises en oeuvre dans le plan d'action. Des procédures écrites sont à formaliser pour certains suivis particuliers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement à la rubrique 2921 - Enregistrement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2009 modifié le 18/01/2019, article 1.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Classement à la rubrique 2921 - Enregistrement
Prescription contrôlée : Rubrique 2921-a de la nomenclature des ICPE (Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW) : <u>Puissance autorisée</u> pour le site selon l'arrêté préfectoral modifié en vigueur : <u>4.354 kW</u> (Enregistrement) pour 2 Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR)
Constats : L'arrêté préfectoral modificatif n°38598-3 du 18 janvier 2019 stipule que les installations de refroidissement évaporatif de la société Tendriade, classées à rubrique 2921 de la nomenclature des ICPE, sont autorisées pour une puissance totale de 4354 kW pour 2 Tours Aéro-Réfrigérantes (TAR) de 3231 kW (TAR 1) et 1123 kW (TAR 2). Lors du contrôle et après étude documentaire du dernier dossier de porter-à-connaissance du 02 juillet 2019 (toujours en cours de demande de compléments après instruction), il est constaté que la puissance totale réelle des installations soumises à la rubrique 2921 est de 5504 kW. En effet, une troisième TAR de 1150 kW a été implantée en 2020. La situation administrative de l'établissement au regard de la rubrique 2921 n'est donc pas à jour. Observations : L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées un dossier de porter-à-connaissance présentant une liste à jour des rubriques ICPE et/ou IOTA auxquelles il est soumis, afin de régulariser sa situation administrative. <i>Délai de mise en conformité : 3 mois après réception du présent rapport</i> Les compléments demandés suite à l'instruction du dossier de porter-à-connaissance du 02 juillet 2019 devront être transmis en Préfecture dans les meilleurs délais. L'exploitant signale qu'aucune extension d'activité n'est prévue à moyen terme, mais qu'un dossier de porter-à-connaissance sera transmis en Préfecture pour un projet de nouveaux bureaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : Analyse méthodique des risques de prolifération des légionelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.a)
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation - Analyse méthodique des risques de prolifération
Prescription contrôlée : Une analyse méthodique des risques de prolifération et de dispersion des légionelles (AMR) est menée sur l'installation. [...] En cas de changement de stratégie de traitement ou de modification significative de l'installation, ou encore dans les cas décrits au point II.1 et II.2 b, et a minima une fois par an, l'analyse méthodique des risques est revue par l'exploitant, pour s'assurer que tous les facteurs de risque liés à l'installation sont bien pris en compte, suite aux évolutions de l'installation ou des techniques et des connaissances concernant les modalités de gestion du risque de dispersion et de prolifération des légionelles. [...]
Constats : Une analyse méthodique des risques (AMR) de chaque TAR est réalisée une fois par an, conformément à la réglementation en vigueur. La dernière AMR a été réalisée en mai 2023 selon les dires de l'exploitant (pas de contrôle documentaire ce jour).

La précédente AMR du 1er février 2022 par le bureau d'études MR Ingénierie (référence AMR/MR/VR/21.01.005), transmise à nos services en mars 2022, a fait l'objet d'un contrôle documentaire pré-inspection. Le bilan de l'AMR fait mention d'actions correctives à apporter. Lors de l'inspection ce jour, il est constaté la prise en compte de certaines observations pour :

- la formation des personnels : mise en place d'un tableau de suivi des formations (tous domaines confondus), archivage des justificatifs de formation des personnels concernés, formations en interne ou par les prestataires externes (VEOLIA, MR Ingénierie, MATAI) - vu ce jour Attestations de formation "Prévention de la prolifération des légionelles" par VEOLIA le 10 janvier 2023 ;
- l'affichage réglementaire sur les TAR : contrôle physique sur les installations ce jour, constat de la présence d'affichage réglementaire avec mention de port obligatoire d'EPI ;
- l'analyse annuelle de l'eau d'appoint des TAR : analyse réalisée en mars 2023 sur les paramètres légionelles + MES + pH + turbidité / résultat conforme.

Cependant, il est constaté que des non-conformités signalées dans l'AMR de 2022 perdurent, dont entre autres l'absence de procédure pour le test périodique de la permutation d'approvisionnement en eau du réseau public entre Châteaubourg et Noyal-sur-Vilaine, et l'absence de procédure pour la gestion du bras mort constitué par l'ancien appoint d'eau de la TAR1 (liste non exhaustive de relevé des observations - cf rapport MR Ingénierie).

Selon les dires de l'exploitant, la stratégie de traitement contre la prolifération des légionelles n'a pas été modifiée récemment.

Observations :

L'exploitant devra prendre en compte l'ensemble des actions correctives préconisées par le bureau d'études lors de l'AMR de 2022. *Délai de mise en conformité : 3 mois après réception du présent rapport*

Il n'a pas été constaté ce jour si les observations ont été levées dans l'AMR de 2023, ou si d'autres actions prioritaires ou à moyen terme ont été formulées.

En cas de modification ultérieure de la stratégie de traitement liée à un changement de produit du prestataire, l'exploitant s'engage à procéder aux tests nécessaires pour démontrer l'efficacité du nouveau traitement.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 3 : Surveillance des TAR - Modalités de prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b)

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des TAR - Modalités de prélèvements

Prescription contrôlée :

[...] Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement.

En particulier, si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en *Legionella pneumophila*, cela afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, qui fausse l'analyse. [...]

Constats :

Suite à un résultat d'analyse légionelles non conforme le 05 juillet 2023 dans le cadre de l'autosurveillance (vu déclaration GIDAF pré-inspection, et vu avec l'exploitant ce jour), avec présence de flore interférente empêchant le dénombrement des légionelles, l'exploitant a procédé à un traitement curatif le 18 juillet 2023 selon la procédure prévue. Une nouvelle analyse a été réalisée le 21 juillet 2023, soit plus de 48 heures après le traitement, ce qui est conforme à la réglementation. L'analyse s'est avérée conforme, avec une concentration en légionelles inférieure au seuil de 100 UFC/l.

Les informations ont bien été enregistrées dans le carnet de suivi dématérialisé (vu à l'écran ce jour).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Consignes d'exploitation des TAR - Procédure d'arrêt immédiat

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.1.c)
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation des TAR - Procédure d'arrêt immédiat
Prescription contrôlée : Les procédures spécifiques suivantes sont également définies par l'exploitant : – procédure d'arrêt immédiat de la dispersion par la ou les tours (arrêt des ventilateurs, de la production de chaleur ou de l'installation dans son ensemble), dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production [...]
Constats : Selon les dires de l'exploitant, l'arrêt immédiat des TAR en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l de légionelles serait techniquement possible uniquement pour les TAR 1 et 3. En effet, l'arrêt immédiat de la TAR 2 constituerait un risque important pour le maintien du froid de la chambre froide négative, avec de possibles conséquences sanitaires sur les denrées stockées. Il n'a pas été constaté ce jour si une procédure écrite d'arrêt immédiat est présente sur site.
Observations : L'exploitant doit disposer d'une procédure écrite de mise à l'arrêt immédiat, afin de supprimer le risque de dispersion de légionelles dans l'environnement en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l. <i>Délai de mise en conformité : 3 mois après réception du présent rapport</i>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 5 : Consignes d'exploitation des TAR en cas d'arrêt immédiat impossible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.1.g)
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation des TAR en cas d'arrêt immédiat impossible
Prescription contrôlée : Cas d'une installation pour laquelle l'arrêt immédiat de la dispersion d'eau par la ou les tours dans des conditions compatibles avec la sécurité du site et de l'outil de production est impossible. Hors tout épisode de dépassement, l'exploitant d'une telle installation en informe le préfet, et lui soumet les mesures compensatoires qu'il propose de mettre en œuvre en cas de concentration en <i>Legionella pneumophila</i> supérieure à 100 000 UFC/L. [...]
Constats : Pour la procédure d'arrêt immédiat impossible de la TAR 2, l'exploitant précise que les chambres froides négatives ayant une inertie de 12 heures pour le maintien de la température dirigée, un arrêt du fonctionnement de cette TAR au-delà de ce délai constituerait un risque sanitaire pour les denrées stockées. Aucune procédure écrite en cas d'arrêt immédiat impossible n'est formalisée, selon les dires de l'exploitant.
Observations : L'exploitant devra formaliser une procédure écrite à mettre en œuvre pour la TAR 2 dont l'arrêt immédiat est impossible dans des conditions compatibles avec la sécurité sanitaire des aliments. La procédure devra prévoir les mesures compensatoires mises en place pour pallier à cette impossibilité tout en maîtrisant le risque de dispersion de légionelles en cas de dépassement du seuil de 100 000 UFC/l. Cette procédure devra être transmise en Préfecture pour en informer nos services. <i>Délai de mise en conformité : 3 mois après réception du présent rapport</i>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 6 : Consignes d'exploitation des TAR - Carnet de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.IV.2
Thème(s) : Risques chroniques, Consignes d'exploitation des TAR - carnet de suivi
Prescription contrôlée : L'exploitant reporte toute intervention réalisée sur l'installation dans un carnet de suivi qui mentionne : <ul style="list-style-type: none">– les volumes d'eau consommés et rejetés mensuellement (mesure ou estimation) ;– les quantités de produits de traitement préventif et curatif consommées chaque année ;– les périodes d'utilisation (toute l'année ou saisonnière) et le mode de fonctionnement pendant ces périodes (intermittent ou continu) ;– les périodes d'arrêts complet ou partiels ;– le tableau des dérives constatées pour la concentration en <i>Legionella pneumophila</i>, permettant le suivi de la mise en œuvre des actions correctives correspondantes ;– les dérives constatées pour les autres indicateurs de suivi ;– les actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation, notamment les opérations de vidange, de nettoyage ou de désinfection curatives (dates / nature des opérations / identification des intervenants / nature et concentration des produits de traitement / conditions de mise en œuvre) ;– les vérifications et interventions spécifiques sur les dévésiculeurs ;– les modifications apportées aux installations. Sont annexés au carnet de suivi : <ul style="list-style-type: none">– le plan des installations comprenant notamment le schéma de principe à jour des circuits de refroidissement avec identification du lieu de prélèvement pour analyse, des lieux d'injection des traitements chimiques ;– l'analyse méthodique des risques et ses actualisations successives depuis le dernier contrôle ;– les plans d'entretien et de surveillance et les procédures de gestion du risque de légionelles ;– le plan de formation ;– les rapports d'incident et de vérification ;– les bilans annuels successifs depuis le dernier contrôle de l'inspection des installations classées ou d'un organisme agréé, tels que définis au point V, relatifs aux résultats des mesures et analyses ;– les résultats des prélèvements et analyses effectuées pour le suivi des concentrations en <i>Legionella pneumophila</i> et des indicateurs jugés pertinents pour l'installation, tels que définis au point I.3 ci-dessus ;– les résultats de la surveillance des rejets dans l'eau tels que définie à l'article 5.5. Le carnet de suivi est propriété de l'installation. Le carnet de suivi et les documents annexés sont tenus à la disposition de l'Inspection des installations classées. Dans le cas où ces documents sont dématérialisés, ils sont rassemblés ou peuvent être imprimés de manière à être mis à disposition rapidement lors d'un contrôle de l'inspection des installations classées, un contrôle périodique ou une vérification.
Constats : Lors de l'inspection, le carnet de suivi des installations en format dématérialisé a été présenté (vu partiellement à l'écran ce jour : traitement curatif du 18 juillet 2023). Le carnet est tenu à jour par les agents responsables du suivi du bon fonctionnement des TAR. Concernant la présence et l'entretien d'un dévésiculeur (pare-gouttes) sur les TAR, l'exploitant mentionne lors du contrôle qu'il n'a pas connaissance de l'existence d'un tel équipement sur ses installations. Il n'a pas pu fournir ce jour d'attestation de son bon fonctionnement, le cas échéant. Pas de constat exhaustif ce jour sur le contenu du carnet de suivi (format dématérialisé).
Observations : Le cas échéant, l'exploitant devra transmettre l'attestation de l'efficacité des dévésiculeurs des TAR. <i>Délai de mise en conformité : 3 mois après réception du présent rapport</i>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 7 : Risque Légionelles - Protection des personnels

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.VI
Thème(s) : Risques chroniques, Risque Légionelles - Protection des personnels
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant met à disposition des personnels intervenant à l'intérieur ou à proximité de l'installation, des équipements de protection individuels (EPI) adaptés ou conformes aux normes en vigueur lorsqu'elles existent (masque pour aérosols biologiques, gants...), destinés à les protéger contre l'exposition : – aux aérosols d'eau susceptibles de contenir des germes pathogènes [...] Un panneau, apposé de manière visible, signale l'obligation du port des EPI, masques notamment. [...]
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant signale que des Equipements de Protection Individuelle (EPI) sont mis à disposition des 3 personnes amenées à intervenir sur les TAR : masques à gaz individuels à cartouches, gants, combinaisons chimiques adaptées. Ces EPI sont stockés dans les vestiaires du local maintenance. Des équipements de protection respiratoire à usage unique sont également à disposition des autres personnels ou des personnes extérieures : masques de type FFP3 pour la protection contre les aérosols biologiques ; les masques souillés sont jetés dans une benne dédiée à cet effet. L'exploitant précise que tout nouveau salarié de l'entreprise, même non affecté au service technique, est informé à son arrivée de l'existence des TAR, du danger Légionelles et de l'obligation de port des EPI. Lors de la visite physique à proximité des TAR, il est constaté qu'un affichage est bien présent sur chacune des trois installations, avec mention du port obligatoire d'un masque de protection et signalisation du danger (pictogrammes).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Fiches de données de sécurité des produits de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques chroniques, Connaissance des produits de traitement
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. [...]
Constats : Les fiches de données de sécurité et les fiches techniques des produits de traitement des TAR sont présentes lors du contrôle, et stockées dans un classeur du bureau du local maintenance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Conditions d'utilisation des produits de traitement

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité - Utilisation des produits de traitement
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes : a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Les fiches techniques des produits chimiques dangereux mentionnent les conditions d'utilisation (vu quelques fiches de produits ce jour) : concentration, dosage à respecter...

Les références des produits utilisés sur site pour le traitement des TAR sont les suivants :

- BIOCIDES : NX1164
- Antitartre - anticorrosion : MF2450
- Détartrant : CDAAA + CDZT1 + CDZT2
- Produits de nettoyage : CI740

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Conditions de stockage des produits de traitement / FDS

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5

Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité / conditions de stockage

Prescription contrôlée :

Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :

- a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises [...]

Constats :

Les fiches techniques des produits de traitement mentionnent les conditions de stockage à respecter.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Prévention des pollutions accidentelles / Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/12/2009, article 7.6.3

Thème(s) : Risques accidentels, Stockage des produits de traitement / Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

[...] La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. [...]

Constats :

La visite physique du local de stockage des produits de traitement des TAR a permis de constater que les bidons de plusieurs types de produits sont stockés sur une rétention commune (bac plastique). Selon les dires de l'exploitant, la rétention est étanche aux produits stockés, résistante à leur action physique et chimique en cas de fuite, et compatible avec le risque de mélange de produits.

Il est constaté que le local de stockage est ventilé naturellement et frais.

Les bidons vides sont collectés dans d'anciens IBC découpés et stockés sous un hangar, avant expédition ou reprise par le fournisseur.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Actions en cas de résultats non conformes - Flore interférente

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.II.3
Thème(s) : Risques chroniques, Actions en cas de résultats non conformes - Flore interférente
Prescription contrôlée : Actions à mener si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est rendu impossible par la présence d'une flore interférente : a) L'exploitant réalise immédiatement un nouveau prélèvement en vue de l'analyse en <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90 431. Il procède ensuite à la mise en place d'actions curatives, afin d'assurer une concentration en <i>Legionella pneumophila</i> inférieure à 1 000 UFC/L dans l'eau du circuit. b) Si le dénombrement des <i>Legionella pneumophila</i> selon la norme NF T90-431 (avril 2006) est à nouveau rendu impossible par la présence d'une flore interférente, l'exploitant procède sous une semaine à la recherche des causes de présence de flore interférente et à la mise en place d'actions curatives et correctives. c) Suite à la mise en place de ces actions et pour s'assurer de leur efficacité, l'exploitant réalise une nouvelle analyse des légionelles selon la norme NF T90-431 (avril 2006). Un délai d'au moins quarante-huit heures et d'au plus une semaine par rapport à ces actions est respecté.
Constats : Lors de l'inspection documentaire préalable à l'inspection de ce jour, il a été constaté sur GIDAF que les déclarations des résultats d'analyse d'autosurveillance des légionelles ont bien été réalisées mensuellement par l'exploitant. En 2023, les résultats d'analyses sont conformes jusqu'en novembre pour les TAR 1 et 3. Pour la TAR 2, les résultats d'analyses sont globalement conformes en 2023. Cependant, un dénombrement impossible en légionelles a été enregistré le 05 juillet 2023 en raison de la présence de flore interférente. Selon les déclarations dans GIDAF, et selon les dires de l'exploitant lors de l'inspection de ce jour, la procédure prévue a été mise en oeuvre, avec traitement curatif appliqué le 18 juillet 2023 (vu carnet de suivi). Puis une analyse de contrôle a été réalisée le 21 juillet 2023, soit plus de 48h après le traitement. Les résultats d'analyses ont ensuite été conformes (concentration en légionelles < 100 UFC/l).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Plan d'épandage - Surveillance des sols

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 41 - II.4
Thème(s) : Risques chroniques, Epandages – Surveillance des sols
Prescription contrôlée : Outre les analyses prévues au programme prévisionnel, les sols doivent être analysés sur chaque point de référence tel que défini à l'article 38, alinéa 7 : - après l'ultime épandage, sur le ou les points de référence, en cas d'exclusion du périmètre d'épandage de la ou des parcelles sur lesquelles ils se situent ; - au minimum tous les dix ans. Ces analyses portent sur les éléments et substances figurant au tableau 2 de l'annexe VII a et sur tout autre élément ou substance visé par l'arrêté préfectoral d'autorisation. Les méthodes d'échantillonnage et d'analyse des sols sont conformes aux dispositions de l'annexe VII d.
Constats : Le contrôle documentaire préalable à l'inspection a permis de constater que le bilan agronomique 2022 du plan d'épandage des boues de station de l'entreprise n'a pas été transmis en préfecture. Selon les dires de l'exploitant, le bilan agronomique est cependant bien réalisé chaque année par un prestataire externe. Lors du contrôle, il n'a pas été possible d'accéder aux analyses de sol décennales des parcelles de référence du plan d'épandage (12 parcelles selon l'exploitant), avec recherche des éléments et substances réglementaires, dont les Eléments Traces Métalliques (ETM).

Selon les propos de l'exploitant, les informations agronomiques et les résultats d'analyses non conformes de boues (si présence de pathogènes) sont bien transmis aux exploitants qui conventionnent avec l'entreprise dans le cadre du plan d'épandage.

Observations :

Les dernières analyses de sols des parcelles de références devront être transmises à nos services, et la justification de la réalisation des analyses décennales réglementaires devra être apportée. *Délai de mise en conformité : 3 mois après réception du présent rapport*

Plusieurs mises à jour successives du plan d'épandage ont été effectuées en décembre 2019, octobre 2020 et février 2021, avec mention de l'extension du périmètre d'épandage par la mise à disposition de nouvelles parcelles. Lors de l'inspection, l'exploitant confirme les modifications, et précise que le périmètre est désormais définitif et permet une meilleure gestion du temps de stockage des boues (6 à 7 mois).

Observation post-inspection : le bilan agronomique 2022 a été transmis par mail le 27 novembre 2023, suite à la demande de notre service. Il fera l'objet d'une inspection documentaire ultérieure.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 14 : Préservation et gestion de la ressource en eau en période de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/07/2023, article 6.2

Thème(s) : Risques chroniques, Mesures de limitation et de restriction des usages de l'eau

Prescription contrôlée :

Les mesures de restriction applicables en cas de vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise sont listées en annexe 3 du présent arrêté. Le Préfet peut adapter la liste et le contenu de ces mesures en fonction des circonstances hydrologiques, hydrogéologiques, météorologiques, de la période de l'année, ainsi que de l'état des ressources mobilisées pour la production d'eau potable. [...]

Constats :

Lors de l'inspection, l'exploitant nous informe qu'une étude technico-économique des économies d'eau réalisables par l'entreprise, en cas de sécheresse et au quotidien, est en cours de finalisation depuis septembre 2023.

Des actions ont d'ores et déjà été mises en place par des bonnes pratiques de réduction des consommations d'eau, permettant une économie de 10% des volumes prélevés (réseau public) selon les dires de l'exploitant.

La mise en place d'actions complémentaires est prévue à partir de février 2024, avec entre autres une cartographie précise des zones de consommations d'eau sur le site et l'installation de compteurs volumétriques dédiés par secteurs déterminés. L'entreprise réfléchit également à la réutilisation des eaux usées traitées de sa station d'épuration.

Observations :

L'exploitant envisage de présenter à l'inspection des installations classées son programme d'économies d'eau au premier semestre 2024.

Type de suites proposées : Sans suite